

Art. 3. Dans l'article 215, alinéa 3, 4°, du même Code, remplacé par la loi du 25 décembre 2017 et modifié par la loi du 30 juillet 2018, les mots "et autres que les sociétés visées à l'article 219^{quinquies}, § 5," sont abrogés et la première phrase est complétée par les mots "à partir de la cinquième période imposable depuis leur constitution telle que visée à l'article 145²⁶, § 1^{er}, alinéas 3 et 4".

Art. 4. Dans l'article 218, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 24 décembre 2002 et modifié par les lois des 30 juillet 2013, 1^{er} décembre 2016, 25 décembre 2017 et 30 juillet 2018, les mots "et la cotisation distincte visée à l'article 219^{quinquies}" sont abrogés et les mots "sont éventuellement majorés" sont remplacés par les mots "est éventuellement majoré".

Art. 5. L'article 219^{quinquies} du même Code, inséré par la loi du 25 décembre 2017 et modifié par la loi du 30 juillet 2018, est retiré.

Art. 6. L'article 233, alinéa 3, du même Code, inséré par la loi du 30 juillet 2018, est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 39 de la loi du 25 décembre 2017 portant réforme de l'impôt des sociétés, modifié par la loi du 30 juillet 2018, le 2^e est retiré.

Art. 8. Dans l'article 86, B2, de la même loi, modifié par la loi du 30 juillet 2018, les mots "39, 2°," sont abrogés.

Art. 9. Les articles 2, 1^{er}, 3, 4 et 6 sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 1^{er} janvier 2018.

L'article 2, 2^e, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 1^{er} janvier 2020.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K54-2920.

Compte rendu intégral : 4 avril 2019.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2019/41002]

13 AVRIL 2019. — Loi modifiant l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne certaines publications (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, remplacé par la loi-programme du 27 décembre 2006, est complété par le c) rédigé comme suit :

"c) 0 p.c. en ce qui concerne les biens et services énumérés au tableau C de l'annexe au présent arrêté".

Art. 3. In artikel 215, derde lid, 4°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 december 2017 en gewijzigd bij de wet van 30 juli 2018, worden de woorden "en andere dan de in artikel 219^{quinquies}, § 5," opgeheven en wordt de eerste zin aangevuld met de woorden "vanaf het vijfde belastbaar tijdperk vanaf hun oprichting zoals bedoeld in artikel 145²⁶, § 1, derde en vierde lid,".

Art. 4. In artikel 218, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 december 2002 en gewijzigd bij de wetten van 30 juli 2013, 1 december 2016, 25 december 2017 en 30 juli 2018, worden de woorden "en de afzonderlijke aanslag bedoeld in artikel 219^{quinquies}" opgeheven en worden de woorden "worden eventueel vermeerderd" vervangen door de woorden "wordt eventueel vermeerderd".

Art. 5. Artikel 219^{quinquies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 25 december 2017 en gewijzigd bij de wet van 30 juli 2018 wordt ingetrokken.

Art. 6. Artikel 233, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juli 2018, wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 39 van de wet van 25 december 2017 tot hervorming van de vennootschapsbelasting, gewijzigd bij de wet van 30 juli 2018, wordt de bepaling onder 2^e ingetrokken.

Art. 8. In artikel 86, B2, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 juli 2018, worden de woorden "39, 2°," opgeheven.

Art. 9. De artikelen 2, 1^{er}, 3, 4 en 6 zijn van toepassing vanaf aanslagjaar 2019 verbonden aan een belastbaar tijdperk dat ten vroegste aanvangt op 1 januari 2018.

Artikel 2, 2^e, treedt in werking op 1 januari 2020 en is van toepassing vanaf aanslagjaar 2021 verbonden aan een belastbaar tijdperk dat ten vroegste aanvangt op 1 januari 2020.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K54-2920.

Integraal verslag : 4 april 2019.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2019/41002]

13 APRIL 2019. — Wet tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven wat bepaalde publicaties betreft (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, vervangen bij de programmatuur van 27 december 2006, wordt aangevuld met de bepaling onder c), luidende:

"c) 0 pct. voor de goederen en diensten opgenomen in tabel C van de bijlage bij dit besluit."

Art. 3. La rubrique XIX du tableau A, de l'annexe au même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 29 décembre 1992, est remplacée par ce qui suit :

"XIX. Journaux, périodiques et livres

Le taux réduit est applicable aux :

1° livres, brochures, dépliants et publications similaires, en ce compris les atlas;

2° journaux et périodiques, même illustrés, pour lesquels le taux réduit de 0 p.c. visé au Tableau C, rubrique I, n'est pas applicable ;

3° albums et livres d'images et les albums à dessiner ou à colorier, pour enfants;

4° les partitions, illustrées ou non.

Le taux réduit est applicable aux publications visées à l'alinéa 1^{er}, quelle que soit la forme sous laquelle elles sont mises à la disposition du lecteur, à savoir :

1° sur papier ou carton ou sur tout autre support physique;

2° par voie électronique.

Sont exclues de cette rubrique, les publications qui :

1° sont consacrées entièrement ou d'une manière prédominante à la publicité;

2° consistent entièrement ou d'une manière prédominante en un contenu vidéo ou une musique audible.”.

Art. 4. Dans l'annexe au même arrêté, modifié en dernier lieu par la loi du 27 février 2019, le tableau C est inséré rédigé comme suit :

"TABLEAU C

Biens et services soumis au taux de 0 p.c.

I. Publications périodiques

§ 1^{er}. Le taux réduit est applicable aux publications périodiques imprimées qui :

1° sont destinées au grand public compte tenu de la nature des sujets ainsi que de la manière dont ceux-ci sont traités;

2° qui ne sont pas entièrement ou d'une manière prédominante consacrées à la publicité;

3° qui comprennent un ensemble cohérent d'articles de presse qui :

a) sont protégés par le droit d'auteur;

b) ont été rédigés et composés sous la responsabilité finale d'une rédaction professionnelle qui comprend essentiellement des journalistes, qui :

- sont admis à porter le titre de journaliste professionnel conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel ou qui sont admis à porter le titre de journaliste professionnel conformément à l'arrêté royal du 12 avril 1965 instituant des documents et insignes d'identification à l'usage des membres de la presse périodique d'information spécialisée, dans la mesure où il s'agit de publications périodiques belges;

- sont accrédités comme journalistes professionnels, dans la mesure où il s'agit de publications périodiques étrangères;

4° paraissent :

a) sans limitation dans le temps;

b) à des intervalles réguliers fixés d'avance;

c) au minimum quarante-huit fois par an;

d) sous une appellation commune;

e) avec l'indication claire de leur périodicité.

§ 2. Le taux réduit n'est pas applicable aux catégories de publications périodiques imprimées suivantes :

1° les publications qui contiennent principalement un roman, un récit ou une œuvre quelconque complet ou des volets successifs d'une telle œuvre, soit sous la forme d'un texte illustré ou non, soit sous la forme d'images accompagnées ou non d'une légende;

2° les ouvrages publiés par volets successifs et dont la publication embrasse une période de temps limitée ou qui constituent le complément ou la mise à jour d'ouvrages déjà parus;

3° les journaux d'annonces, prospectus, catalogues, almanachs, prix-courants, cotations, informations maritimes, avis notariaux, horaires;

Art. 3. Rubriek XIX van tabel A, van de bijlage bij hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 december 1992, wordt vervangen als volgt :

"XIX. Kranten, tijdschriften en boeken

Het verlaagd tarief is van toepassing op :

1° boeken, brochures, folders en dergelijke publicaties, met inbegrip van atlassen;

2° kranten en tijdschriften, ook indien geïllustreerd, waarop het verlaagd tarief van 0 pct. bedoeld in Tabel C, rubriek I, niet van toepassing is;

3° prentenalbums, prentenboeken, tekenboeken en kleurboeken voor kinderen;

4° muziekpartituren, ook indien geïllustreerd.

Het verlaagd tarief is van toepassing op de publicaties bedoeld in het eerste lid, ongeacht de manier waarop ze aan de lezer ter beschikking worden gesteld, met name :

1° op papier of karton, dan wel op enige andere fysieke drager;

2° langs elektronische weg.

Van deze rubriek zijn uitgesloten, de publicaties die :

1° uitsluitend of hoofdzakelijk bestaan uit reclamemateriaal;

2° uitsluitend of hoofdzakelijk bestaan uit video-inhoud of beluisterbare muziek.”.

Art. 4. In de bijlage bij hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 27 februari 2019, wordt de tabel C ingevoegd, luidende :

"TABEL C

Goederen en diensten onderworpen aan het tarief van 0 pct.

I. Periodieke publicaties

§ 1. Het verlaagd tarief is van toepassing op de gedrukte periodieke publicaties die :

1° bestemd zijn voor het grote publiek, rekening houdend met de aard van de thema's en de manier waarop die worden behandeld;

2° niet uitsluitend of hoofdzakelijk bestaan uit reclamemateriaal;

3° die een coherent geheel omvatten van persartikels die:

a) auteursrechtelijk beschermd zijn;

b) werden geschreven en samengesteld onder de eindverantwoordelijkheid van een professionele redactie die hoofdzakelijk is samengesteld uit journalisten, die :

- gerechtigd zijn om de titel van beroepsjournalist te voeren bedoeld in de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist of die gerechtigd zijn om de titel van journalist van beroep te voeren bedoeld in het koninklijk besluit van 12 april 1965 tot instelling van identificatielobben en -kentekens ten behoeve van de leden van de periodieke pers voor gespecialiseerde informatie, als het Belgische periodieke publicaties betreft;

- geaccrediteerd zijn als beroepsjournalisten, als het buitenlandse periodieke publicaties betreft;

4° verschijnen :

a) zonder beperking in de duur;

b) bij regelmatige, vooraf bepaalde tussenpozen;

c) minimaal achtenveertig keer per jaar;

d) onder een gemeenschappelijke benaming;

e) met de duidelijke kenmerken van hun periodiciteit.

§ 2. Het verlaagd tarief is niet van toepassing op de volgende categorieën gedrukte periodieke publicaties :

1° de publicaties die in hoofdzaak een volledige roman, verhaal of werk van welke aard ook of afleveringen van dergelijke werken bevatten, hetzij in de vorm van een al of niet verluchte tekst, hetzij in de vorm van een beeldverhaal met al of niet in- of ondergeschreven korte tekst;

2° de in afleveringen uitgegeven boeken, waarvan de verschijning een beperkte tijdruimte beslaat of die een bijvoegsel of een bijwerking vormen van reeds verschenen werken;

3° de advertentiebladen, prospectussen, catalogussen, almanakken, prijscouranten, koerslijsten, scheepsberichten, notariële berichten, dienstregelingen;

- 4° les publications spécialisées à usage professionnel;
- 5° les publications qui ne contiennent que des jeux de réflexion;
- 6° les publications éditées sous le nom d'une entreprise industrielle, financière, commerciale ou autre, même si elles contiennent exclusivement des textes ou illustrations d'intérêt général, sans aucune publicité directe;
- 7° les publications qui ont pour objet principal la recherche, le maintien ou le développement d'affaires industrielles, financières, commerciales ou autres, et qui ne constituent que des instruments de publicité pour des entreprises;
- 8° les publications qui font l'objet d'une livraison, d'une acquisition intracommunautaire ou d'une importation après l'expiration du délai d'un an à compter de la date de leur parution;
- 9° les publications qui sont réunies en collections, complètes ou incomplètes, sous une même couverture, ou en albums périodiques ou non ;
- 10° les publications qui consistent entièrement ou d'une manière prédominante en un contenu vidéo ou une musique audible;
- 11° les publications périodiques qui sont vendues comme vieux ouvrages de papier ou de carton.
- § 3. Le taux réduit est applicable aux publications digitales qui :
- 1° répondent aux conditions visées au paragraphe 1^{er}, 1° à 3°;
- 2° répondent à la condition visée au paragraphe 1^{er}, 4°, ou qui sont mises à jour et actualisées de manière régulière et suffisante, en particulier par l'ajout de nouveaux articles de presse.
- § 4. Le taux réduit n'est pas applicable aux publications digitales visées au paragraphe 2, 1° à 10°..

Art. 5. La présente loi produit ses effets le 1^{er} avril 2019.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)
Documents : K54-3619.

Compte rendu intégral : 4 avril 2019.

- 4° de gespecialiseerde publicaties voor professioneel gebruik;
- 5° de publicaties die enkel denkspellen bevatten;
- 6° de publicaties die onder de naam van een industriële, financiële, commerciële of andere onderneming worden uitgegeven, zelfs indien ze uitsluitend teksten of illustraties van algemeen belang bevatten zonder rechtstreekse reclame;

7° de publicaties die als voornaamste doel hebben het opzoeken, in stand houden en uitbreiden van overeenkomsten ten voordele van industriële, financiële, commerciële of andere ondernemingen en die voor ondernemingen slechts een publiciteitsmiddel zijn;

8° de publicaties die het voorwerp uitmaken van een levering, een intracommunautaire verwerving of een invoer na het verstrijken van de termijn van één jaar vanaf de datum van verschijning;

9° de publicaties die verenigd zijn in volledige of onvolledige verzamelingen, in één band, of in al dan niet periodieke albums;

10° de publicaties die uitsluitend of hoofdzakelijk bestaan uit video-inhoud of beluisterbare muziek;

11° de publicaties die als oud papier of karton worden verkocht.

§ 3. Het verlaagd tarief is van toepassing op digitale publicaties die:

1° beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, 1° tot 3°;

2° beantwoorden aan de voorwaarde bedoeld in paragraaf 1, 4°, of die geregeld en voldoende worden bijgewerkt en geactualiseerd, inzonderheid door het toevoegen van nieuwe persartikels.

§ 4. Het verlaagd tarief is niet van toepassing op digitale publicaties bedoeld in paragraaf 2, 1° tot 10°..

Art. 5. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 april 2019.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)
Stukken : K54-3619.
Integraal verslag: 4 april 2019.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2019/40627]

7 AVRIL 2019. — Arrêté royal portant exécution de l'article 35*septies* de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonné le 14 juillet 1994

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, article 35*septies*, inséré par la loi du 13 décembre 2006 et modifié par les lois du 15 décembre 2013 et du 30 octobre 2018;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} mars 2009 portant exécution de l'article 35*septies* de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonné le 14 juillet 1994, concernant la notification d'implants et de dispositifs médicaux invasifs pour usage à long terme;

Vu l'avis de la Commission de contrôle budgétaire, donné le 10 janvier 2018 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2019/40627]

7 APRIL 2019. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 35*septies* van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 35*septies*, ingevoegd bij de wet van 13 december 2006 en gewijzigd bij de wetten van 15 december 2013 en van 30 oktober 2018;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 maart 2009 tot uitvoering van artikel 35*septies* van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, met betrekking tot de notificatie van implantaten en invasieve medische hulpmiddelen voor langdurend gebruik;

Gelet op het advies van de Commissie voor begrotingscontrole, gegeven op 10 januari 2018 ;